

**ÉDUCATION SEXUELLE ET DESCOLARISATION DES FILLES DANS
LE 9^{EME} ARRONDISSEMENT DE BANGUI :
CAS DE L'ECOLE CITE ELEVAGE.**

Estelle Barbara WOINGBARA GBARA

(woingbaraestelle@gmail.com)

Département d'Histoire

Université de Bangui

Submitted : 21-09-2024

valued : 2024-12-18

validated : 2025-03-15

Résumé : L'éducation sexuelle des jeunes filles est une question aux enjeux multiples. Elle fait actuellement l'objet d'un regain d'intérêt dans le développement des pays africains où survivent encore certaines considérations traditionnelles. On estime que du fait du tabou qui entoure généralement la sexualité, la famille, première cellule responsable de l'éducation sexuelle des jeunes et les autres acteurs, n'assument pas véritablement cette responsabilité.

Le présent article vise à analyser comment ce manque d'éducation sexuelle est la cause de la déperdition scolaire des filles. En effet, le constat fait apparaître que l'enseignement de la sexualité dans les écoles est loin d'atteindre son objectif. Outre la famille dont les limites sont ci-dessus relevées, les efforts déployés par l'État, les Institutions religieuses ainsi que les ONGs n'arrivent pas encore à faire changer la mentalité des jeunes filles.

Mots clés : éducation, sexualité, déscolarisation, filles.

Abstract : Sex education is a question for high stakes issue multi-issue and multiform. She is currently doing the subject of renewed interest in the development countries african or still survive certain traditional realities. It is estimated that due to taboos wich generally surrounds sexuality, family first cell responsible for sex education for young people and others actors do not truly assume this responsibility.

This article aims to analyze how this lack sex education is the cause of girls dropping out of school. In fact, the observation shows that teaching of this sexuality in schools is far from achieving the objectives. Besides this family whose limits are noted above, the efforts made by the State, religious institutions as well as the NGOS still unable to change the mentality of young girls.

Keywords: education, sexuality, schooling, girls.

Introduction : Aujourd'hui, le monde est en pleine effervescence. Les progrès scientifiques et techniques amorcées au XVIII^e siècle, se sont poursuivis durant ces derniers siècles et ont considérablement changé notre existence dans divers domaines. En effet, la 18^{ème} Session de la Conférence générale de l'UNESCO, encourageait les établissements d'enseignements de tous les pays à inclure, dans leurs programmes, l'étude de la dynamique de la population et les politiques démographiques y compris les cours sur la vie familiale et la parenté responsable. Celle-ci invitait, par ailleurs, les gouvernements à veiller à ce que les adolescents des deux sexes puissent bénéficier d'une éducation appropriée en ce qui concerne la préparation à la vie familiale et à la sexualité.

Reconnue depuis 1948 par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Charte des Nations Unies, comme droit fondamental de l'homme, l'éducation est aussi à l'aube de ce troisième millénaire un des moyens par excellence à nos yeux, de promotion de tout être humain qui devrait requérir un véritable regain d'intérêt de la part de toute la communauté internationale. En se situant dans une telle perspective, la RCA a inscrit l'éducation dans sa constitution 2015 article 7 et la loi 97/014 du 10 décembre 1997 qui porte orientation de l'éducation.

Plusieurs États que : « *la nation fixe comme priorité l'éducation de base et comme objectifs d'améliorer la scolarisation des filles et de parvenir à terme à la scolarisation pour tous* » (UNICEF, 2001).

Il s'agit donc de faire de l'éducation des filles, en général et plus particulièrement de leur éducation sexuelle la condition *sine qua non* de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté. L'éducation des filles s'est révélée comme la clé de voûte pour briser le cycle infernal de la discrimination, de la pauvreté et de l'amélioration significative et quantitative des conditions de vie des filles, des garçons et de toutes les personnes dans leurs communautés respectives. Par conséquent, de nombreux États africains, dans le cadre de ces accords régionaux (Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Charte de Banjul) (1981), art.17) et internationaux (Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) (1989), art. 28-29) ont mis en place des politiques nationales pour tenir leurs engagements à l'égard de l'éducation des filles.

En 1993, sur les 53 pays africains, 40 trouvent leur niveau de fécondité très élevé et 12 l'estiment satisfaisant (Gisèle Langué-Menye, 1999). Ce changement a permis l'évolution démographique et a conduit certains pays africains, y compris la République centrafricaine à adopter des politiques nationales de population ou des actions visant à un meilleur contrôle de la fécondité et de la croissance démographiques en instaurant la planification familiale (PF). Lors des débats sur cette question, la notion de santé et de droits reproductifs a été clairement définie. Les éléments d'équité entre les sexes, d'égalité et d'habilitation des femmes ont trouvé leur place parmi les composantes essentielles des droits reproductifs. C'est au regard de tout ce qui précède, la question de savoir si les Centrafricains ont-ils été véritablement sensibilisés sur les nouvelles exigences en matière d'éducation à la sexualité dès le bas âge ?

L'éducation sexuelle, qui a le mérite d'être proposée comme l'une des solutions aux attentes et besoins inédits de la population, semble ne pas occuper, à notre avis, la place qui lui revient aussi bien à la maison qu'à l'école. On constate que beaucoup de parents et d'enseignants éprouvent d'énormes difficultés à débattre de cette question avec leurs élèves des deux sexes. Selon les rares données statistiques disponibles, la proportion de grossesses contractées en milieu scolaire varie entre 9 à 14% (MSPP 2011). Les autorités centrafricaines reconnaissent que des mesures spécifiques prises peuvent tendre à aider les jeunes filles à éviter une grossesse non désirée et précoce ; à limiter le recours à l'avortement clandestin et généralement mortel ; à prévenir la diffusion des infections sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA. Mais de manière concrète, ces mesures ne produisent pas les résultats escomptés.

Malgré la volonté de certaines filles d'aller loin dans leurs études, plusieurs raisons d'ordres sociales dont celles sus évoquées notamment : la pauvreté, la négligence parentale, la sexualité précoce et les grossesses précoces, les harcèlements sexuels, entre autres, font qu'elles abandonnent précocement le chemin de l'école. La déscolarisation des filles liée au manque d'éducation sexuelle est le sujet retenu pour cet article dont l'objectif est de montrer l'importance de l'éducation sexuelle en milieu scolaire centrafricain et notamment dans les associations et les clubs de la jeunesse.

Consciente du développement de notre pays et en notre qualité de future spécialiste en matière de promotion du genre, nous voulons par ce modeste travail relever la carence observée et observable de l'éducation à la sexualité malgré l'élaboration du curriculum de

l'Enseignement-Apprentissage intégré de l'éducation sexuelle complète y compris les droits en santé sexuelle et reproductive(DSSR) par le Gouvernement en collaboration avec l'ONG Cordaid en 2019 (*Alliance Jeunes S3*, 2019). En effet, si cet enseignement est effectif, les filles pourraient éviter les grossesses non désirées qui leur font courir le risque de décrochage. Cela a pour conséquence le faible pourcentage de femmes cadres dans l'administration centrafricaine et dans les hautes instances de prise de décisions au niveau politique.

En effet par ce travail, nous voulons nous investir dans la quête d'identification de certaines entraves à la promotion de la planification familiale et de l'éducation sexuelle en nous posant les questions suivantes: quels sont les écueils de l'éducation sexuelle dans les établissements scolaires du 9^{ème} Arrondissement de Bangui ? Comment sensibiliser cette population, rurale sur la nécessité d'enseigner la sexualité à la maison et dans les écoles pour une réduction du nombre de filles déscolarisées et aussi pour l'éradication du taux de mortalité materno-infantile ?

L'approche méthodologique est basée sur l'analyse des données qualitatives à travers l'administration d'un guide d'entretien sur le terrain. Cette enquête a été réalisée auprès des jeunes filles scolarisées, des parents d'élèves, des enseignants et enseignantes et de personnes habitant dans le 9^{ème} Arrondissement de la ville de Bangui. L'enquête est faite auprès d'un échantillon de personne en fonction de cinq variables essentielles, à savoir l'âge, le sexe, le niveau d'instruction, la fonction et le statut matrimonial. Compte tenu du fait que les questions liées à la sexualité demeurent un sujet tabou dans beaucoup de familles centrafricaines, nous ne pouvons pas utiliser la méthode de sondage probabiliste à plusieurs degrés comme la plupart des enquêtes démographiques le font.

I. Cadre géographique et social de l'étude

I.1. La zone d'étude

La recherche s'est déroulée plus précisément à Bangui dans le 9^{ème} Arrondissement. D'après l'historique, le 9^{ème} Arrondissement a vu le jour en 2023 après avoir longtemps fait partie de la commune de Bimbo. Cependant, cette commune compte 36 quartiers pour une population estimée à 6000 habitants (Mairie du 9^{ème} Arrondissement). Elle a une frontière avec la République Démocratique du Congo(RDC) à l'Est et vers la sortie Nord de Bangui. Il est constitué d'une population de diverses ethnies composées de Sango, Yakoma, Gbanziri,

Langbâchi, entre autres. Deux religions monothéistes sont pratiquées dans cette commune : il s'agit du christianisme et de la religion musulmane. On y note également deux écoles étatiques contre plusieurs établissements privés. S'agissant des structures sanitaires, la zone n'en compte qu'une seule située à Mboko appuyée par l'ONG Alima contre plusieurs cliniques privées. Puisque c'est un nouvel Arrondissement et que la majorité de la population continuent à se référer à la tradition en matière de sexualité, nous y avons dénombré plusieurs cas d'abandons scolaires des filles liés aussi bien à l'analphabétisme qu'au manque d'éducation dans le domaine de la planification familiale.

La situation sanitaire reste alarmante avec un fort taux de natalité, de mortalité maternelle et infantile (PNDS, 2021). Le paludisme, les infections respiratoires et les maladies diarrhéiques constituent les affections dominantes. L'analyse de la situation menée à travers la Revue Conjointe du Cadre Stratégique a permis de montrer que les déterminants les plus importants qui entretiennent l'épidémie et en général les IST et les grossesses non désirées sont la précocité de l'âge d'entrée en activité sexuelle, la multiplicité des partenaires sexuels, la pauvreté, la subordination socio-économique des femmes, la prostitution, la mauvaise perception du risque sanitaire et l'analphabétisme élevé surtout chez les jeunes (PNDS, 2021).

II.2. La taille de l'échantillon de la population enquêtée

D'une manière générale, les participants sont répartis selon les sexes et les âges suivants : de 12 ans à 54 ans :

Tableau n° 01 : Répartition des enquêtés par sexe et âge

Sexe	Sexe féminin				Sexe masculin				Effectif global
Age	12-14	15-29	30-45	46-54	12-14	15-29	30-45	46-54	
Effectifs	1	1	3	2	00	00	1	3	11

Il ressort de ce tableau que la grande majorité, (soit 07/11 ou 63,63%), des sujets enquêtés est de sexe féminin. Une petite minorité seulement (soit 04/11 ou 36,37%) est constituée de sujets masculins. Cela pourrait s'expliquer par la tendance à la disponibilité de certaines femmes lors de cette enquête et aussi par la sensibilité du sujet à débattre, notamment entre femmes, étant donné que nous sommes femme. En plus, les filles/élèves, qui constituent une partie de la population cible, ne veulent pas beaucoup se prononcer sur le sujet. Nous pensons pour

notre part que, c'est pour des raisons relevant, sans doute aussi bien de la différence d'âge entre elles et nous qu'elles pourraient considérer comme leurs mères respectives, que de certaines pesanteurs socioculturelles qu'elles se montrent aussi réticentes. Interrogés à ce sujet, les garçons pensent de leur côté que les filles étant beaucoup plus aux côtés de leurs mamans, c'est à ces dernières de leur enseigner la sexualité.

II.3. Données sociodémographiques

Les données sociodémographiques ci-dessous, ont trait au niveau d'instruction, à la profession et au statut matrimonial.

Tableau n° 02 : Répartition des enquêtés par niveau d'instruction, par fonction et par statut matrimonial

Sexe	Niveau d'instruction		Fonction					Statut matrimonial				
	scolarisés	Non scolarisés	TOTAL	Enseignements	Ménage	Pas de métier	TOTAL	Marié	Divorcé (e)	célibataire	Union libre	TOTAL
M	3	01	04	03	00	01	04	00	02	00	02	04
F	5	02	07	03	02	02	07	01	01	02	03	07
Total	8	3	11	06	02	03	11	01	03	02	05	11

Tout en tenant compte de la taille réduite de notre échantillon, les données de ce tableau tendent, au niveau de la scolarisation, à montrer qu'au niveau des deux sexes, il y a plus de scolarisés que de non scolarisés.

Au niveau de l'exercice du métier, on compte plus d'enquêtés au niveau des deux sexes qui exercent de manière paritaire le métier d'enseignants.

Pour les sans métiers, les enquêtés représentent un taux total 11 dont 3 de sexe féminin et 1 de sexe masculin.

En ce qui concerne leur statut matrimonial, il n'y a qu'une femme mariée, une divorcée, deux femmes célibataires, trois femmes vivant en union libre contre 00,00% d'homme marié, deux hommes divorcés et deux hommes vivant en union libre.

III. RÉSULTATS

III. 1. Analyse des causes de la déscolarisation des jeunes filles

III.1.1. Points de vue des personnes de sexe féminin

Selon une de nos enquêtées : *« les travaux ménagers, les harcèlements sexuels et l'ignorance de l'éducation sexuelle sont les principales causes de la déperdition scolaire des jeunes filles en RCA¹ »*. À propos de la démotivation scolaire des jeunes filles en Centrafrique, la responsabilité pourrait, selon elle, à être partagée entre trois catégories de personnes à savoir : les parents, les filles elles-mêmes et les gouvernants : *« Avant de venir à l'école, il faut que la fille fasse le ménage pour les parents. Certaines filles font souvent l'objet de harcèlement de la part des enseignants, certaines n'ont pas une information sur leur sexualité² »*.

Quant à Annie NAMBONA, élève en classe de CM1, elle en est venue à vivement interpellé les parents et le gouvernement au sujet de l'importance qu'ils doivent donner aux filles dans leurs études : *« Je suis très ravie de cette rencontre car c'est une occasion pour nous les filles de dénoncer les mauvaises pratiques orchestrées par certaines catégories de personnes envers les jeunes filles ainsi que l'ignorance que nous avons de notre corps, ce qui nous pousse à contracter très tôt la grossesse et à abandonner les études. Je demande au gouvernement de trouver une solution rapide et durable pour la scolarisation dans la longue durée des filles tout en nous faisant dispenser des cours sérieux sur la sexualité dès la classe de CE1. Aux Enseignants, nous sommes vos enfants et non vos épouses »³*, a-t-elle conclu.

« Puisque personne ne prenait soin de moi, confie Bénédicte, j'ai reçu de l'argent et des cadeaux des hommes ; pour leur plaire, je devais avoir des relations sexuelles avec eux. C'est comme ça que je suis tombée enceinte à l'école [...]. Au début je voulais me faire avorter, mais j'ai failli y laisser ma vie. [...]. Quant à l'homme responsable de ma grossesse, il ne

¹ Mme BAMBA Félicité, directrice de l'école Cité Elevage du 9ème Arrondissement, entretien réalisé le 15 juin 2024 à 10h à l'école Cité Elevage.

² idem

³ Annie, élève en classe de CM1, entretien réalisé le 24 Avril 2024 à 11h à l'école Cité Elevage.

prend pas soin de moi, il ne me donne de l'argent que pour honorer les ordonnances médical. Je me sens très triste de ne plus être à l'école et quand je vois mes amies vêtues de leurs uniformes, les larmes me viennent parfois aux yeux.–J'ai abandonné l'école à cause de cette grossesse et la vie m'est tellement devenue insupportable⁴».

Collette, une Enseignante, a souligné que : « des efforts ont été déployés afin de sensibiliser les filles et les parents d'élèves sur les effets nuisibles, à long terme, de la déperdition scolaire due aux grossesses précoces, mais il n'y a pas eu de véritables changements⁵».

III.1.2. Points de vue des personnes de sexe masculin

Selon Monsieur Maurice, un de nos enquêtés : « Les parents doivent commencer à parler de la sexualité à leurs enfants dès l'âge pubertaire car, c'est à cet âge qu'ils découvrent certaines réalités liées à la sexualité. Mais dans cette école, la sexualité reste encore un sujet tabou ce qui ne nous permet pas d'en parler ouvertement aux enfants⁶». Pour un autre enquêté : « Faute d'information adéquate les filles, aux prises avec la crise pubertaire, en viennent finalement à aborder de manière désordonnée, anarchique et inconsciente, la vie sexuelle en manifestant une grande marge de liberté, sans beaucoup de respects pour la vie saine et les règles, les normes et valeurs les plus cardinales de la société⁷».

D'une manière générale, le taux de déperdition scolaire, selon les informations collectées sur le terrain auprès des responsables des écoles, a augmenté à l'école Cité Elevage situé dans le 9^{ème} Arrondissement. Ce taux de déperdition, lié aux mariages forcés et aux grossesses précoces, est beaucoup constaté chez les filles du premier cycle. En effet, sur **1181** filles inscrites au titre de l'année scolaire 2023-2024, 967 filles sont allées jusqu'au bout. Une telle situation préoccupe le corps enseignant en général et en particulier certaines organisations non gouvernementales (ONGs) présentes dans la localité. Selon les enseignants interrogés, cette augmentation du taux de déperdition scolaire serait très élevée parmi les jeunes filles de 14 à 16 ans.

Pour cette année académique qui s'achève, le taux de déperdition scolaire est beaucoup plus constaté au niveau du premier cycle qu'au second. Ainsi, 214 cas d'abandon scolaire liés aux

⁴ Bénédicte, élève, entretien réalisé le 24 Avril 2024 à 11h à l'école Cité Elevage .

⁵ Collette, Enseignante, entretien réaliser la 15 juin 2024 à l'école Cité Elevage .

⁶ Maurice, père de famille habitant le quartier Landjia, entretien réalisé le 22 juin 2024 à 14 heure à son domicile.

⁷ Thierry, Spécialiste de la protection de l'enfance, entretien réalisé le 18 juillet 2024 à 15h dans son bureau situé à la croix rouge centrafricaine.

grossesses ont été enregistrés et ceci malgré le fait que le chef d'établissement a encouragé les filles enceintes à rester à l'école. Malgré la diversité sociales des enquêtés, la plupart reconnaissent que la faible sensibilisation sur l'éducation sexuelle serait la principale cause de la déperdition scolaire des filles.

III.1.3. Les déconvenues de l'éducation sexuelle moderne comme handicap dans le dialogue parents-enfants

III.1.3.1. *Dialogue parents-enfants*

L'éducation à la sexualité devrait d'abord commencer au sein de la famille avant de s'étendre à l'école et aux centres d'écoutes des jeunes. L'éducation sexuelle est une arme efficace contre les dangers liés à la sexualité. Dans le passé, l'entretien mutuel entre les parents et les enfants au sujet de la sexualité était considéré comme un tabou. De nos jours, certaines traditions africaines concernant l'éducation sexuelle continuent de faire l'objet de débat. En famille, les mots employés pour parler de la sexualité sont voilés, discrets, réservés, furtifs. La tradition africaine apprend à l'enfant dans des situations spécifiques (rites d'initiation) que le sexe ne joue pas seulement un rôle biologique, mais également un rôle religieux et social. Elle lui apprend le respect de son corps, la fidélité, la responsabilité et bien d'autres valeurs.

Cependant, de nos jours, l'éducation est devenue de plus en plus souple et libérale avec des modalités diverses et généralement coupées des divers contextes socioculturels. Aujourd'hui en RCA, selon la déclaration de l'une de nos enquêtées nous assistons, d'une part à une tendance au : *Laisser-aller sexuel* chez les jeunes et, d'autre part à une démission des parents devant une tâche dont ils sont les premiers responsables. Pour cette dernière : « *Souvent ces derniers, c'est-à-dire les parents, ferment les yeux, soit par ignorance sur les problèmes sexuels qui se posent avec acuité à leurs enfants, soit par peur de la sexualité ou bien par un certain mécanisme de défense contre une réalité qui les dépasse ou, enfin par respect de la nature et de la liberté de l'enfant* ⁸ ».

Un autre parent a relevé quant à lui, certaines pesanteurs culturelles de tolérance voire de complaisance à l'égard des coupables des grossesses précoces en ces termes : « *Bien que certains cas nous aient été signalé et que des plaintes en justice aient été introduites, des*

⁸ Évodie, maman d'une élève.

*dispositions compensatoires ont été plutôt prises contre les coupables. Souvent il leur est demandé d'épouser leurs victimes ou de les prendre entièrement en charge*⁹».

Certains enseignants n'abordent presque jamais la question de l'éducation sexuelle, étant donné que celle-ci demeure encore un sujet tabou. Son enseignement, toujours problématique, se fait en dents de scie.

III.1.3.2. Permissivité sexuelle et responsabilité familiale et sociale

L'éducation sexuelle en milieu scolaire est l'ensemble de l'action des éducateurs qui consiste d'abord à renseigner, en temps opportun, les élèves sur les modes de procréation, le phénomène de la procréation, le phénomène de la puberté, sa signification et, ensuite à faciliter chez elles l'intégration de la sexualité dans une conception morale de la vie. Elle permet aux élèves, d'une part, d'apprécier leurs corps, d'entretenir des relations saines avec l'autre sexe, de développer la confiance en soi, l'estime de soi, le savoir-vivre et, d'autre part, les valeurs des autres, les respecter tout en soulignant les effets, l'influence des masses médias sur la pensée, les sentiments, les valeurs, les comportements sexuels. La société centrafricaine actuelle, comparée aux sociétés traditionnelles ou à celles des pays d'Afrique centrale ou de l'Ouest, est trop permissive en matière de vie sexuelle des jeunes. De tout temps, les relations amoureuses en dehors du mariage sont tolérées, les jeunes filles ne sont presque pas soumises à aucun contrôle et ne sont pas informées des risques qu'elles encourent en démarrant précocement leur vie sexuelle.

Ils y'a des parents qui refusent que leurs filles fréquentent les centres d'informations sur la sexualité, sous prétexte qu'elles vont plutôt aux Rendez-vous amoureux avec des garçons (Kobelembi, F., 2011). En effet, pendant les discussions avec les parents, ces derniers disent que l'éclatement des barrières, c'est-à-dire, des tabous sexuels s'est probablement accompagné d'un vide et d'une liberté sexuelle anarchique qui crée aujourd'hui au sein de notre société des situations de plus en plus inquiétantes.

Quant aux parents qui requièrent l'anonymat, disent que pour la plupart des filles, se rencontrer dans la rue, sur le chemin de l'école ou dans la cour de récréation, constitue des moments d'expression des sentiments d'affection, de flirt et où les relations de camaraderie se transforment rapidement en des relations sexuelles. Après, on se quitte sans remords et

⁹ Joël, 52ans, enseignant demeurant à Ouango, entretien réalisé le 15 juin 2024 à 10h45mn.

recommence avec un autre partenaire et lorsqu'il arrive un cas de maladie vénérienne ou d'une grossesse précoce ou indésirée, on est incapable de reconnaître qui en est le responsable.

Les filles scolarisées interrogées affirment accepter de se faire avorter avec tout ce que cela comporte comme risques, par crainte de perdre leurs études ou d'être grondées ou chassées de la maison. Contrairement aux autres, elles acceptent de garder la grossesse malgré les charges multiples qui en découlent. Afin de renouer avec le chemin de l'école, les nouveaux nés sont généralement confiés soit, aux tantes soit, aux grand-mères qui désormais, tant bien que mal, en assument presque complètement la garde.-Voici ce qu'en dit une femme, archiviste : « *Abandonnés à ces pauvres vieilles femmes, certains nouveau-nés meurent par suite d'une diarrhée, sinon, ils manquent d'affections parentales nécessaires à leur développement et à l'épanouissement de leur personne* ¹⁰ ».

L'un des problèmes que rencontre l'éducation sexuelle est la carence, aussi bien en ressources humaines qu'en moyens matériels, notamment pédagogiques. Il n'y a pas suffisamment de guides pédagogiques en matière d'éducation sexuelle dans les écoles visitées. Ces dernières manquent de personnel qualifié capable de donner des informations plausibles, l'éducation la plus appropriée et la communication la plus complète possible aux apprenantes, si bien que celles-ci sont en déficit d'orientation et d'assistance depuis la période de l'école maternelle¹¹ jusqu'au supérieur.

Enfin, nous pouvons dire que c'est d'abord dans la famille, ensuite à l'école, dans les centres d'information, d'éducation des jeunes et les maisons des jeunes que les jeunes peuvent être éduqués sexuellement.

IV. Que faire face à la déscolarisation des filles ?

En effet, notre hypothèse semble se vérifier car la pauvreté et l'ignorance de l'enseignement de la sexualité dans cette école et à la maison sont les principales causes de la déperdition scolaire des filles en République centrafricaine et notamment dans le 9^{ème} Arrondissement.

Pour y remédier, il serait judicieux d'associer les chefs religieux, traditionnels et les parents, à la prise de décisions sereines devant contribuer à plus de connaissance chez les filles sur les avantages et les exigences de la santé reproductive et en outre à inciter les instances publiques

¹⁰ Eudoxie, 44 ans, Archiviste au Ministère de l'éducation Nationale, entretien réalisé le 21 juillet 2024 à 15h.

¹¹ Joël, 52 ans, Op Cit.

à davantage œuvrer pour la promotion de l'égalité des sexes dans l'éducation en améliorant hautement les normes sociales et culturelles susceptibles de constituer des obstacles à plus d'éducation et d'épanouissement des filles.

Il serait nécessaire, d'une part, de mettre en place, d'étendre des structures d'éducation sexuelle en tant que facteur renforçant ou corrigeant le comportement des jeunes filles et, d'autre part, de promouvoir des manuels Enseignement/Apprentissage intégré de l'Education Sexuelle Complète et Droit en Santé Sexuelle et Reproductive initié par l'ONG Cordaid en partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale dans cette école.

V. Discussions

À la lumière des résultats obtenus sur le terrain en ce qui concerne les causes de la déperdition scolaire des filles suite à l'ignorance de l'éducation sexuelle, nous avons pu relever certains facteurs qui y contribuent également. Le facteur le plus déterminant, à nos yeux, est certainement la pauvreté, c'est-à-dire le manque de soutien financier auquel beaucoup de filles sont confrontées et qui les empêche d'aller loin dans leurs études.

Cependant, outre les problèmes financiers sus évoqués que rencontrent les jeunes filles qui étudient dans cette école étatique et dont la responsabilité incombe aussi bien aux gouvernants, aux enseignants qu'aux parents ; il convient d'y ajouter le faible niveau d'instruction de certains parents qui les prédispose à ne pas laisser leurs filles poursuivre les études jusqu'à termes. Les propos suivants d'une mère interrogée lors de la présente enquête et tendant à la défense de sa fille déscolarisée, l'illustrent assez pertinemment : « *Elle est le soutien de la famille, son père est (une personne) handicapé et moi sa maman ne tire mes revenus que de l'agriculture. Donc si elle contracte une grossesse, qui va s'occuper d'elle et du bébé ? Il faut qu'elle regagne le mari et abandonnent l'école pour s'occuper de l'enfant*¹² ».

Toutefois, la question relative à l'incidence ou à la prévalence de la pauvreté, à la carence ou à l'insuffisance de l'éducation à la santé reproductive dans les établissements scolaires relève irrévocablement, de notre point de vue, des prérogatives de l'État centrafricain. La plupart des filles/élèves qui se sont prêtée à notre enquête ont confirmé que la plupart de leurs collègues ont abandonné les études à cause de la pauvreté. Comme cela apparaît dans divers travaux scientifiques (NANGOLA Jonas. Déterminants familiaux de la scolarisation des enfants en

¹² Janine , 43ans, Ménagère au quartier Landjia-Mboko, entretien réalisé le 21 Juin 2024 à 16h à son domicile.

Centrafrique, D.E.S.S.D. Université Yaoundé II, 2006), la violence sexuelle, avec ses répercussions sur la santé reproductive, a des effets nuisibles sur le bien-être psychologique des filles-mères, sur leur confiance personnelle, ouvrant ainsi la voie à la dépression et à la maladie mentale. Elle a aussi des répercussions sur le comportement sexuel futur de la fille¹³ Tout cela constitue autant des facteurs importants qui vont compromettre la formation scolaire des filles (Gloria Diamond : 2022).

La relégation, de nos jours, les rôles des filles et des femmes à ceux de simples dispensatrices de soins, de mères, d'épouses et de ménagères, ne peut qu'influer négativement sur la promotion de l'éducation des filles, sur les choix de vie et de carrière qui leur sont destinés. Le changement de ces attitudes et comportements apparaît comme l'un des plus grands défis de l'éducation des filles à relever de nos jours et également l'un des plus complexes à aborder. Les jeunes ont besoin, non seulement de connaissances et d'informations très étoffées sur la Santé Sexuelle et Reproductive, mais aussi d'informations pratiques sur comment et où accéder à ces services. L'éducation sexuelle est plus que de l'information : il s'agit d'aider davantage les jeunes à transformer leurs souhaits et leurs décisions personnelles en réalités maîtrisées de manière autonome pour une vie plus radieuse et sereine.

La présente recherche, malgré la taille de l'échantillon de nos enquêtés qui n'est pas représentative de l'ensemble de la population ici concernée, s'est appuyée davantage sur l'approche qualitative qui privilégie la densification de l'information à partir d'un effectif réduit de population.

Afin de pallier au problème de déscolarisation des filles en Centrafrique et leur garantir une scolarité durable comme les garçons, il se dégage de ce présent travail de recherche quatre pistes de réflexion, à savoir :

- a)** l'enseignement de l'économie familiale qui aborde les divers aspects de la santé de la reproduction, entre autres ;
- b)** les campagnes de sensibilisations intensives à entreprendre et qui sont nécessaires, surtout dans cette zone où prévalent les traditions conservatrices en matière de sexualité car, ce n'est qu'en sensibilisant les communautés qu'on parviendra à faire évoluer, de manière positive, les comportements ;

¹³ Les victimes de la violence sexuelle à un âge prématuré étant plus exposées aux comportements sexuels à risque sur la santé de l'enfant : notamment en ce qui concerne le risque d'infections sexuellement transmises et d'infection par le VIH.

- c) l'intégration véritable de l'éducation sexuelle dans tous les programmes scolaires en Centrafrique, en collaboration avec les parents, les organisations de la société civile et les ONGs nationales et internationales ;
- d) sortir résolument des sentiers battus qui consistent toujours à indexer exclusivement les pesanteurs socio-culturelles comme base inaliénable de l'inaccessibilité des filles et des femmes à jouir d'un plein épanouissement multiforme, sans s'évertuer à explorer davantage et à pouvoir identifier également des ressources traditionnelles centrafricaines imbues des valeurs culturelles transhistoriques pouvant largement contribuer aussi à l'épanouissement du sexe féminin, ce qui pourrait, de notre point de vue, constituer un objet de recherche dans le futur.

Conclusion

Les résultats de notre présente recherche tendent à confirmer ceux des autres travaux (C. Lannove, 2003, UNESCO et UNICEF, 1991) qui s'accordent sur le fait que, l'enseignement de l'éducation sexuelle est devenu une urgente nécessité au regard des problèmes que connaissent les adolescentes et les jeunes en matière des droits en santé sexuelle et reproductive et de l'édification d'un devenir de plus en plus serein et radieux. Il devient donc impérieux de mener des actions en direction des jeunes filles qui constituent la catégorie la plus exposées à la déscolarisation, afin qu'elles aient les connaissances et les compétences nécessaires leur permettant de gérer de manière responsable leur sexualité et entretenir de bonnes relations interpersonnelles.

En effet, toute la communauté, les partenaires, les enseignants, les gouvernants politiques doivent se mobiliser pour pouvoir aider les jeunes filles à comprendre les dangers de l'abandon scolaire, des grossesses précoces, de la délinquance juvénile, de la prostitution et de l'éternelle assistance. En effet, les filles doivent prendre conscience de leur avenir, fréquenter les Centres d'Informations, Education à la sexualité pour être dotés des moyens nécessaires d'éviter les grossesses non désirées qui enfreignent leurs études.

Références bibliographiques

• Ouvrages généraux

Vidal L, 2008, *Les enjeux politiques de la santé*. Paris, Karthala, 320 Pages.

Ndambossi R, et al, 2004, Unicef, *La Situation de l'enfant et de la femme en Centrafrique*, Karthala Paris, 345 Pages.

- **Ouvrages spécifiques**

Gloria Diamond, 2022, *Normes Sociales et éducation des filles : « Priorité à l'égalité »*, (GCI), New York, NY 10017.

Langué-Menye Gisèle, 1999, «La promotion de la planification familiale au Cameroun. Analyse de contenu», *Centre Français sur la Population et le Développement (CEPED)*, Paris, 47 pages.

- **Thèses**

Namyousse Jean Mermoz, 2007, *Le système éducatif et les abandons scolaires en Centrafrique : cas de la région de l'Ouham*, Lille 1, 287 Pages.

- **Mémoires**

Nangola Jonas, 2006, *Déterminants familiaux de la scolarisation des enfants en Centrafrique*, D.E.S.S. Université Yaoundé II, 142 Pages.

Djamal Oussouna Christelle, 2024, *Stratégies de la promotion de la scolarisation des jeunes filles à Bouar dans la préfecture de la Nana-Mambéré*. Mémoire de master en Anthropologie, Université de Bangui

Nangtoingue, Richard, 1999, *Causes et conséquences de la non-fréquentation scolaire des jeunes filles en milieu rural : cas des filles de la commune de Kouï(Ouham- Pende.)* Mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Bangui.

Nganare, Raphael 2003, *Apports de l'éducation sexuelle dans la formation des élèves du fondamental 2*, Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention du CAPPC, Ecole Normale Supérieur de Bangui.

Toulet-Oualo Gypsie, 2022, *La déscolarisation des jeunes filles à l'école Malimaka dans le 5^{ème} Arrondissement de Bangui : Causes et conséquences*. Mémoire de Licence en Anthropologie, Université de Bangui.

- **Convention et traités**

Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, 1989.

La charte Africaine des droits de l'enfant, 1990.

- **Articles**

Bäinilago Louis, 2014, *Praticiens biomédicaux, traditionnels et confessionnels face au sida* in Presses Académiques Francophones (P.A.F) : ISBN : 978-3-8381-8937-6

Kobelembi Frédéric, 2011, « le comportement sexuel des adolescents à Bangui (République Centrafricaine) ». 35 pages. *African Population* ; Vol.20 n°2/*Etude de la population africaine vol. 20 n°2*

• Rapports

Lannove, C. 2003, *Plan national de développement de l'éducation en République Centrafricaine : mission d'évaluation du système éducatif*.

Ministère de la Santé Publique (RCA), 2011, Cadre stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA. 2006-2010.

Ministère de l'EPSP, UNICEF, UNESCO, et al. 2014, *Rapport d'Etat du Système Educatif. Pour une éducation au service de la croissance et de la paix*. Pôle de Dakar.

Nsoa Mbondo P., 2000, « Repenser la planification familiale pour réduire les besoins ». MEASURE Communication. Rapport de politique générale

Rapport du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), 2021, RCA.

Sammy Mackfoy et al. 1994 : « Etude sur les causes profondes de la déperdition scolaire en République Centrafricaine » in *Mesures collectives*. 135 pages

UNICEF UNESCO, 1991, *Les aspects socioculturels de la fréquentation scolaire au niveau primaire en RCA*.

• WEBOGRAPHIE

UNICEF, 1998, *La situation des enfants dans le monde*. WWW. Unicef.org/french, Centrafricaine.